

Une expérience de soutien scolaire en cité d'immigrés - ses enseignements - son prolongement : le milieu entrepreneurial peut-il s'impliquer davantage dans l'égalisation des chances au départ ?

André BOULAT (MS 1976)

Résumer ici trois heures d'exposé destinées à immerger les participants dans une expérience socio-pédagogique-culturelle de plusieurs années, d'aide quotidienne aux devoirs, de façon à leur permettre de prendre la mesure vécue du fossé de handicaps qui les sépare de ces jeunes de banlieue d'origine immigrée et, en l'occurrence, essentiellement maghrébine, c'est une gageure que je ne relèverai pas et qui serait d'ailleurs objectivement un contresens. Une distance pareille ne se comble pas en quelques lignes.

Au présent stade, je focaliserai donc plutôt l'attention sur quelques données que la conscience collective néglige de rapprocher, avant de présenter la proposition à laquelle je tenais.

Données démographiques d'abord : les naissances se situent en France au niveau de 790 000 par an et le taux de renouvellement est, du reste, plus élevé qu'ailleurs en Europe. Mais, à qui le devons-nous ? Par principe nous ne faisons pas de statistiques par origine mais nous savons quand même que la population musulmane représente quelque 5 millions d'individus, pour l'essentiel maghrébins, soit quelque 8% de la population totale et que sa fécondité est pratiquement du double des autres et qu'on peut donc la créditer d'un apport au départ de l'ordre de 15% dans le total annuel, soit en gros 120 000 enfants.

A l'arrivée, c'est à dire sur le marché du travail, la situation de cette composante est également particulière puisque les jeunes issus de l'immigration sont au chômage à un taux double des autres jeunes de même âge et qu'en cumulé (cf. Baverez) 40% des maghrébins ou d'origine de 25 à 49 ans sont au chômage.

A qui fera-t-on croire que ce sont les préjugés et non l'absence de qualification qui explique ces chiffres, lorsque 120 à 150 000 jeunes sortent de l'enseignement sans diplôme et sans qualification: on sait bien qu'ils appartiennent à ces cités - et lorsqu'en amont, 20% d'une classe d'âge entre au collège sans maîtriser la lecture, on sait combien pèsent dans ce pourcentage les élèves des ZEP.- Les conséquences sont claires : dans le renouvellement des générations, déjà déséquilibré entre actifs et retraités, leur part de reverdissement dans la pyramide tend à être stérilisée, au lieu de réaliser leur potentiel d'actifs, ils finissent par s'ajouter au poids de la solidarité permanente.

Face à ce processus d'échec qui s'enclenche dès le premier âge, l'Education Nationale ne demande que davantage des moyens qui y ont déjà conduit; la société civile, pour sa part, passe au large; celle des parents se tient coite et s'évade de la carte scolaire, et le communautarisme se crispe dans un fidéisme de compensation.

La réalité pratiquée et observée jour après jour, année après année scolaire, c'est que l'enseignement n'a pas intégré la dimension massive spécifique d'une jeunesse immergée dans sa petite enfance dans un parler arabe et confinée dans un espace clos où elle ne dialogue qu'avec elle même, la cité.

Actuellement, le système étant bloqué en amont, les mesures palliatives visent à écrémer en aval, type concours spécial Sciences Po ou à recueillir les mal formés sous statut salarial particulier. Mais, ce n'est pas en bout de course qu'il s'agit de corriger la trajectoire: s'il est constant qu'à 9-10 ans tout est grosso-modo bien parti ou sérieusement compromis, comme on le voit dans la continuité, il faut se concentrer sur la maîtrise des tout premiers acquis qui conditionnent à l'évidence tout le reste. « Lecture-Ecriture-Calcul » en accordant la plus grande importance au fait que le « miracle » de la lecture est pour l'enfant un enchantement

dont l'échec éteint la curiosité avec l'aspiration; que l'écriture est dans la culture maghrébine une expression d'art et de spiritualité de la main et que son geste est une exigence structurante dont la vie enfantine n'est pas si riche, et enfin, que le Calcul est par excellence l'exorcisme de la verbosité discutaillieuse et improductive propre à ces « génies » du verlan.

Aujourd'hui tout concourt à atténuer la capacité réactive de ces familles devant les indices d'échec : le nombre des enfants, un certain fatalisme culturel et la relativisation du retard dans un milieu globalement défavorisé.

Face à cette situation, il faut innover à l'extérieur de l'appareil: il faut que ces familles puissent accéder à un réseau de recours extérieur - de tests et de remise en ligne - délivré dans des « boutiques » à la périphérie des cités - bénéficiant de la promotion des radios locales - servies par des contractuels étalonnés et contrôlés -appelés ensuite à dispenser des prestations individualisées - évidemment complémentaires des formules scolaires collectives - suivant des modules cadencés et finalisés de mise à niveau - eux-mêmes objectivement évaluables, avec la participation des parents.

Depuis que s'est achevée mon expérience personnelle, une initiative a illustré aux Etats-Unis la démarche que je propose: Avec l'adoption du « *No Child Left Behind* » bill, le secteur privé s'est vu incité à prendre contractuellement en charge de telles opérations, avec une participation financière publique *per capita* et avec la collaboration de très nombreux professeurs partant en retraite ou de diplômés recrutés à cet effet.

Pourquoi faire appel à la société managériale pour suggérer, impulser, assumer une telle initiative? Parce qu'elle en a la légitimité économique comme pourvoyeuse d'emploi, autant que le devoir dans un contexte où la sophistication technique s'ajoute aux ponctions des délocalisations pour accroître les risque des chômage -et enfin parce que les mesures proposées répondent à la logique entrepreneuriale où la qualité passe par la quantité, c'est à dire par de bons standards.

Tel était le débat auquel je vous avais convié: parallèlement, en avril, j'ai proposé le schéma à M. SABEG, à la tête de la Société des Signaux et membre de l'Institut Montaigne, *think tank* du Président. J'ai été heureux de constater que le plan de cohésion sociale de M. BORLOO retient une version de cette proposition.

André BOULAT